



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER, Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA.

Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2021 - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport présenté dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'année 2021. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Métropole pour l'année 2022.

La crise sanitaire sans précédent, débutée en 2020, et poursuivie en 2021, entraîne une adaptation de l'action publique, à la fois dans le rapport aux usagers et usagères et dans les méthodes de travail ; adaptation qui se fait sentir au fil du présent rapport.

Les actions phares

La Métropole engage durablement son action dans la transition écologique et solidaire

Pour la première fois, Montpellier Méditerranée Métropole formalise, en 2021, sa prospective budgétaire dans une programmation pluriannuelle d'investissements. Cette programmation 2021-2026, ambitieuse, permet une vision globale des objectifs d'investissement de la mandature, pour assurer la transition écologique et solidaire du territoire, poursuivre son équipement, mais également développer ses potentiels et accroître son rayonnement.

Son volontarisme, indispensable à la relance du territoire, à la préservation et à la promotion de ses atouts s'articule autour des enjeux identifiés par la Métropole : mieux se déplacer, mieux soutenir l'activité et le rayonnement du territoire, mieux gérer le cycle de l'eau, mieux préserver notre environnement, compléter nos équipements culturels et sportifs et affirmer une Métropole plus solidaire.

Ces priorités trouvent pleinement leur écho au sein des 5 finalités du développement durable, inscrites au Code de l'Environnement.

Aide universelle Plan Climat à la rénovation énergétique des logements

En accompagnement de la mise en place du Guichet Unique Renov'Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole propose dès 2021, une aide universelle de 1 300 euros à la rénovation énergétique, d'un logement individuel ou en copropriété. Cette aide financière s'adresse aux ménages qui s'engagent, avec le dispositif de la Métropole, dans la réalisation de travaux permettant un gain énergétique minimum de 40 %. Avec cette

aide, cumulable avec les dispositifs existants, la Métropole engage un véritable effet levier pour atteindre les objectifs ambitieux du Plan Climat Air Energie Territorial : 13 500 logements rénovés entre 2021 et 2026.

Accession abordable et création d'un organisme foncier solidaire

La Métropole a approuvé le 28 septembre 2021 la création d'un organisme de foncier solidaire, structure à but non lucratif dont la mission est d'acquérir des terrains ou des immeubles, d'y faire construire des logements par des opérateurs, et de les mettre à disposition des acquéreurs au moyen de baux de longue durée, appelés Baux Réels Solidaires (BRS). Face à la multiplicité des dispositifs permettant la production de logements en accession abordable, la Métropole a souhaité définir un cadre commun à travers un unique référentiel de plafonds ressources, permettant de cibler les ménages éligibles et une grille de prix plafonds nettement inférieurs à ceux du marché. La Métropole se fixe un objectif à atteindre de 400 logements en BRS par an, répartis sur son territoire et plus particulièrement les communes du cœur de Métropole desservies par le réseau armature des transports en commun, à partir de 2022.

Gratuité des transports en commun : mise en œuvre de la 2^{ème} étape

Face aux évolutions climatiques et avec la volonté de préserver le cadre de vie des populations, Montpellier Méditerranée Métropole adopte des solutions ambitieuses, voire radicales, dans un souci d'inclusion sociale. L'institution de la gratuité du transport en commun pour les habitants et habitantes de la Métropole illustre cette volonté, sa mise en œuvre se voulant progressive. Depuis le 1er septembre 2021, la gratuité des transports, auparavant limitée aux weekends pour les habitants et habitantes de la Métropole, bénéficie aux moins de 18 ans et aux plus de 65 ans. En parallèle, un soutien et une convention sont en cours avec l'association Villes Innovantes et Gestion des Savoirs pour la réalisation d'un projet d'étude sur les effets de la mise en place de la gratuité sur le territoire.

Signature du premier pacte local d'engagement 2030 pour la transition écologique

Le 10 septembre 2021, la Métropole de Montpellier, le groupe SERM-SA3M, TaM et la Régie des Eaux ont signé le premier pacte local pour la transition écologique avec les représentants et représentantes des sociétés d'ingénierie et de travaux publics du territoire. Conclu au niveau national le 20 janvier 2021, ce pacte vise à enclencher une dynamique vertueuse en matière de transition écologique en utilisant pleinement le levier économique puissant que représente la commande publique. La Métropole de Montpellier est la première métropole française à lui donner une déclinaison locale. Ce Pacte de 10 engagements, assortis d'objectifs concrets et chiffrés, acte une stratégie d'ensemble pour atteindre les objectifs du futur PCAET métropolitain.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole déclinée selon les 5 finalités du Développement durable

Lutte contre le changement climatique

Montpellier Méditerranée Métropole poursuit l'élaboration de son second Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) face au défi du changement climatique. En juin 2021, l'ambition d'atteinte de la neutralité carbone en 2050 a été adoptée sous la forme de 10 orientations stratégiques à mettre en œuvre, en poursuivant l'objectif fondamental d'inclusion sociale et dans le respect des solidarités. Ces 10 orientations stratégiques répondent aux grands défis de la Métropole, dans l'exercice de ses compétences. Un programme d'actions opérationnelles est en cours de finalisation pour engager la Métropole sur les 6 premières années. Le PCAET vise à orienter et fédérer l'ensemble des acteurs et actrices autour de l'atteinte de ses objectifs.

Dans la continuité, la poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal s'inscrit dans la volonté du nouvel exécutif de développer un PLUi-Climat, véritable instrument de la transition écologique et énergétique. Le PLUi-Climat appuie ainsi son action sur un socle d'objectifs généraux : qualité du cadre de vie, urbanisme de proximité, cohésion sociale et territoriale, accès au logement et à l'emploi pour tous et toutes, pratiques culturelles, sportives et de loisirs, protection des milieux naturels et agricoles.

Egalement, en février 2021, la Métropole a formalisé une stratégie mobilités 2025, avec la volonté de créer un véritable « choc des mobilités » permettant d'assurer la transition vers les mobilités décarbonées et accessibles au plus grand nombre. Cette stratégie s'appuie tout autant sur un « choc de l'offre » (en s'appuyant sur un réseau plus attractif et plus lisible) que sur un « choc de la demande » (gratuité des

transports, aides universelles à l'acquisition des vélos à assistance électrique, ...), ainsi que sur des mesures d'accompagnement aux changements de comportements, tel que l'apaisement des quartiers.

Enfin, concernant le fonctionnement de la Métropole, une cinquantaine de prises de recharges pour véhicules électriques se sont déployées dans les bâtiments communautaires, en accompagnement de l'évolution du parc automobile.

Préservation de la biodiversité et protection des milieux et des ressources

Le PCAET de la Métropole ambitionne la mise en œuvre de la stratégie biodiversité sur l'ensemble du territoire. A l'échelle de la planification, le PLUi-Climat, en cours d'élaboration, préserve les zones à enjeux de biodiversité et la restauration des continuités écologiques. Dans la continuité, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN) poursuivent et amplifient en 2021 leur coopération, au travers notamment d'une convention visant à améliorer et à développer la connaissance du patrimoine naturel, pour guider le travail de restauration ou de renforcement des continuités écologiques. En parallèle, la Métropole adhère au Système d'Information de l'Inventaire du Patrimoine naturel (SINP), dispositif partenarial visant à favoriser les synergies entre les acteurs et actrices œuvrant pour la production, la gestion, le traitement, la valorisation et la diffusion de données d'inventaires. Egalement, elle acquiert des connaissances sur le patrimoine agronaturel, au travers d'un stage sur le foncier public dans le cadre de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) et de la stratégie biodiversité.

Toujours poursuivant l'objectif « mieux connaître pour mieux agir », la Métropole bénéficiera, en 2022, sur les aires d'alimentation de captages prioritaires, de l'accès à l'outil de veille foncière Vigifoncier de la SAFER, qui lui permet de solliciter plus rapidement et simplement auprès de la SAFER des enquêtes complémentaires et le cas échéant, si l'enjeu de protection de la ressource en eau le justifiait, l'exercice du droit de préemption de la SAFER.

L'année 2021 est aussi l'année de préparation du passage en régie publique de l'assainissement. Le scénario retenu est celui d'une extension des missions de la Régie publique de l'eau, sous forme d'EPIC, garantissant un mode de gestion plus démocratique, écologique, solidaire, efficace et simple financièrement et qui permet de s'inscrire dans une perspective de gestion cohérente et intégrée du petit cycle de l'eau voire du grand cycle de l'eau.

Enfin, la Métropole et la Ville de Montpellier concrétisent à l'automne 2021 leur action partenariale avec le CEFE (Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive) par la signature d'une convention pour les six prochaines années.

Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations

En matière de lutte contre l'habitat indigne et d'accès au logement, la Métropole expérimente, à partir d'avril 2021, le permis de louer qui instaure une autorisation de mise en location sur un quartier non couvert par une opération d'amélioration de l'habitat (OPAH), avec évaluation du dispositif sous un an. Egalement, la Métropole, gestionnaire de deux aires d'accueil des gens du voyage, de 12 terrains familiaux, ainsi que d'aires de grand passage pérennes ou provisoires, s'engage dans l'accès au droit et la réduction de la fracture sociale et/ou sanitaire, par l'intermédiaire d'un triptyque Gestionnaires-Travailleur Social et Travailleuses Sociales-Agents et Agentes d'entretien et technique sur chaque aire d'accueil, avec le souhait à terme de créer un centre social labellisé.

Au début de l'année 2021 a été signée la Convention partenariale dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU), engageant le programme sur les quartiers Mosson – Cévennes. Les opérations inscrites doivent être engagées avant la fin de l'année 2024 et s'achever fin 2030. Dans le cadre de la mobilisation des outils de la politique de la Ville pour l'égalité des quartiers, les différents partenaires du contrat de Ville soutiennent financièrement en 2021, 122 projets portés par 86 associations, la moitié des financements apportés bénéficiant au développement économique, à l'emploi et à l'insertion.

Poursuivant ses engagements de prévention et de lutte contre la pauvreté, la Métropole a réalisé 30 actions dans l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et la veille sociale.

Enfin, l'action de coopération décentralisée portée par la Métropole a abouti notamment, sur la base d'une stratégie métropolitaine de solidarité internationale autour du bassin méditerranéen et de l'Afrique, à la signature en 2021 de 3 conventions portant des projets de solidarité internationale dans le domaine de l'eau,

mais également en poursuivant l'action engagée en matière de coopération sur les sujets agricole et alimentaire.

Transition vers une économie circulaire

Pour mener à bien l'élaboration du deuxième Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA), une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), structure de consultation et d'échanges prévue par la loi, a été constituée, et s'est réunie en février 2021 avec une cinquantaine de participants et participantes. À la suite de cette réunion de lancement, 9 ateliers de travail se sont enchaînés au printemps portant sur plusieurs thématiques allant des actions d'animation et sensibilisation, au compostage, au réemploi, jusqu'aux déchets des commerces. L'action métropolitaine s'est traduite en 2021 par le lancement d'une zone pilote Zéro Déchet, sur dix communes à l'ouest du territoire et le quartier des Grisettes sur Montpellier avec l'objectif d'y expérimenter un ensemble d'actions allant du développement du tri des biodéchets et du compostage à la communication engageante, en passant par des dispositifs « défi familles Zéro Déchet » ou des programmes d'animations scolaires sur le tri et la réduction des déchets par exemple.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentation, la Métropole a vu son action de nouveau labellisée Projet Alimentaire, et renforcée par l'attribution en fin d'année d'une enveloppe financière dans le cadre du plan de relance.

Egalement, à travers une approche multisectorielle, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé le projet Med Vallée dont les objectifs sont de fédérer les acteurs et les actrices des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, et de créer ainsi une dynamique innovante, collective et partagée, afin de faire de Montpellier un pôle de classe mondiale en matière de santé, d'environnement, d'alimentation et de bien-être.

Enfin, dans le cadre de son adhésion à Global Compact, la Métropole ambitionne de mobiliser les entreprises, les talents et les initiatives citoyennes vers l'exemplarité et la responsabilité sociétale et environnementale.

Epanouissement de tous les êtres humains

S'agissant de la structuration et la redéfinition de l'offre culturelle, la Métropole, de manière concertée et complémentaire avec la Ville de Montpellier et leurs partenaires, a mis en place des modalités d'attribution d'aides visant à soutenir, accompagner, voire impulser, les bases du « monde culturel d'après », en toute transparence quant aux critères d'attribution des aides publiques.

Afin de soutenir la diffusion et l'emploi artistique et technique, Montpellier Méditerranée Métropole a adhéré au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Culture. Le GIP Cafés Cultures a pour objet le soutien à l'emploi des artistes et des techniciens et techniciennes du spectacle dans les lieux de proximité, notamment les cafés. L'adhésion de la Métropole à ce fonds doit permettre à un établissement situé sur le territoire métropolitain de bénéficier d'une aide plus forte dans la relance de l'activité artistique à la sortie de la crise sanitaire, en complément de l'aide de la Région Occitanie et du Fonds National Pour l'Emploi Pérenne dans le Spectacle (FONPEPS), déjà adhérents.

Engagée, avec la Ville, en faveur de l'eco-exemplarité, la Métropole propose une charte de l'éco-événementiel à tous les organisateurs et toutes les organisatrices de manifestations qui bénéficient de subvention métropolitaines, ou encore de mise à disposition de salles ou de matériel. Cette réflexion se poursuit dans le cadre de la rédaction d'une charte sport éco-responsabilité, destinée à la fois à l'organisation d'événements sportifs, mais également pour la pratique quotidienne.

La Métropole a inauguré fin 2021 les travaux de réfection du parvis René Bougnol et du Hall d'accueil du FDI Stadium dans le cadre de son programme de rénovation des équipements. Ces travaux ont permis d'augmenter la surface des locaux d'environ 200 m² et de créer un espace de restauration multifonctionnel, ouvert les matchs mais aussi en semaine.

En 2021, concernant le fonctionnement de la collectivité, des actions en matière de prévention, de santé, d'accessibilité des formations, de mesures adaptées de gestion du temps de travail ont été mises en œuvre dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire vis-à-vis du personnel de la Ville et de la Métropole.

Situation de la collectivité au regard des éléments de méthode du développement durable

En matière de participation des acteurs, des actrices et de la population, dans une volonté de contribuer à l'atteinte des objectifs du PCAET, à l'efficacité du service public et de manière à associer les abonnés au développement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF), la Métropole a créé fin 2021 un comité des abonnés. Cette instance permettra la communication institutionnelle entre tous les acteurs et actrices du RMCF.

Enfin, pour assurer le pilotage et la transversalité de la démarche territoriale de développement durable, la Métropole a acté en février 2021 l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre elle et ses communes membres. Les communes ont apporté leurs contributions écrites, qui ont ensuite été débattues et ont fait l'objet d'un avis favorable de la Conférence des maires du 15 avril 2021. A une Métropole construite par le vote de ses communes membres et sur des transferts de compétences importants, selon un cadre institutionnel et un fonctionnement imposés par la loi, l'adoption de ce pacte apporte ainsi une dynamique, un équilibre et une gouvernance concertés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la présentation du rapport de développement durable 2021, annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178700-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022 01 31 - RDD 2021 3M -VFEdito.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.